



**Fonds de Cohérence pour la Stabilisation – RDC**  
**Formulaire de soumission pour les prolongations avec coût**

<b>Partie A : Résumé du projet</b>	
<b>Date de soumission par le partenaire d'exécution : 25 avril 2020</b>	
<b>Titre du Projet :</b> Njia za Makubaliano : Les chemins vers les Accords - Deuxième Phase <b>Program ID :</b> 00113419 <b>Gateway:</b> <a href="https://edit.mptf.undp.org/factsheet/project/00113419">https://edit.mptf.undp.org/factsheet/project/00113419</a>	<b>Organe(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) :</b> <b>Partenaire de mise en œuvre :</b> Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en tant qu'Agent de Gestion (AG)  Le partenaire d'exécution : International Alert
<b>Personne de Contact :</b> Nom: Christine Buesser, Country Manager DRC Adresse: 59 Avenue des orchidées, Goma Téléphone: +243 993 136 430 E-mail: <a href="mailto:cbuesser@international-alert.org">cbuesser@international-alert.org</a>	<b>Lieu (province):</b> Province du Nord-Kivu, zone de stabilisation autour de Kitshanga
<b>Budget total du projet :</b> 1 836 000 USD Le montant actuel : 1,080,000 USD Le montant additionnel demandé : 756 000 USD Le budget total : 1 836 000 USD	<b>Durée totale du projet (mois) :</b> 26 mois Date de démarrage : 01.01.2019 Date de clôture : 30.06.2020 Date d'extension : 28.02.2021
<b>Type de révision de projet demandée :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Prolongation avec coût supplémentaire**	<b>Révision Approuvé par :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Secrétariat Technique <input checked="" type="checkbox"/> La cellule de FCS
<p>Le projet Njia za Makubaliano s'articule autour du volet dialogue démocratique de la stratégie ISSSS dans la zone prioritaire autour de Kitshanga comprenant les chefferies de Bwito (territoire de Rutshuru) et de Bashali (territoire de Masisi) et la localité de Pinga (territoire de Walikale). Il privilégie le dialogue entre les communautés au niveau de la base. Le projet s'appuie sur les structures communautaires de paix qui sont inclusives et exercent leurs activités dans la transparence et l'impartialité totale.</p> <p>Ce projet est mis en œuvre par le consortium International Alert (Alert) et Pole Institute (Pole) en partenariat avec deux organisations locales : Action Solidaire pour la Paix (ASP) et Aide et Action pour la paix (AAP).</p>	

A travers une première phase du projet (2017 à 2018), deux tables rondes ont été réalisées dans les chefferies de Bashali et de Bwito et deux plans d'actions qui ont découlé qui soulignent les priorités pour la sécurité et la stabilisation de la zone. Avec l'appui de coordination de STAREC et l'UAS, les autres intervenants dans la zone s'alignent leurs initiatives de relèvement économique, de gouvernance foncière, sécuritaire et de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre en prenant en compte la sensibilité au conflit et au genre dans ces initiatives. Une deuxième phase du projet a commencé en 2019 qui s'est focalisé sur la mise en œuvre des deux plans d'action axée plus sur l'accès à la terre, l'accès à la sécurité, la restauration de l'autorité de l'état et aux activités des rapprochements communautaires.

**L'objectif globale** du projet est de contribuer à la mitigation des tensions communautaires et des risques sécuritaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga (Bashali et Bwito)

La **stratégie d'intervention** du projet est basée sur la longue expérience du consortium à l'Est de la RDC en général et dans la ZP au tour de Kitshanga en particulier et comprend les éléments ci-dessous :

- ✓ Une *stratégie communautaire* basée sur notre conviction que les initiatives communautaires appuyées par le pouvoir public local représentent des solutions locales et durables les plus prometteuses aux problèmes qui sévissent dans l'Est du pays ;
- ✓ Une *stratégie axée sur le genre*, qui porte sur le changement des dynamiques de genre au sein des communautés et groupes cibles et la promotion d'une participation active des femmes et jeunes filles à la vie publique et à la consolidation de la paix. S'adresser aux barrières à l'égalité de genre permet l'amélioration de la gouvernance locale et le pluralisme dans une société post conflit ;
- ✓ Une *stratégie axée sur la sensibilité aux conflits* qui permet de réduire les effets négatifs (non-intentionnés) des interventions sur les dynamiques de conflits, et d'accroître les effets positifs pour la consolidation de la paix. La sensibilité aux conflits est intégrée dans le suivi du projet<sup>1</sup> ;
- ✓ Une *stratégie axée sur la gouvernance*, dont l'objectif est de renforcer les pouvoirs conférés par la législation en veillant à l'existence de liens efficaces (communication, transparence et redevabilité) entre ces pouvoirs et les structures et initiatives de la communauté et de la société civile.

## Résultats

*Décrivez brièvement les résultats que le projet a atteint.*

- Elaboration dans une manière participative et à travers un dialogue inclusif des plans d'action à Bashali et Bwito qui capte la priorité liée à la sécurité, la gouvernance foncière, et la relance économique dans la zone ;
- Engagement politique autour des plans à tous les niveaux pour la mise en œuvre des plans ;
- Avancements avec les préparations pour le retour du Mwami de Bwito à Kikuku (ça représente un résultat très important pour la cohésion sociale entre des communautés dans la zone et est un indicateur du retour de la stabilité dans la zone) ;
- Contribuer au processus de mettre fin au conflit très sensible entre Hunde et Nyanga sur l'assassinat du Mwami Ngulu Maneno à Mutongo - ce processus va renforcer la confiance des membres des deux communautés de retourner dans la zone après plusieurs années de déplacement ;
- Mobilisation des jeunes des différentes communautés de travailler ensemble à travers des activités HIMOs et se solidariser pour la paix via les centres pour les jeunes et des formations dans la consolidation de la paix - renforcement de confiance entre ces jeunes qui ont cotisé ensemble et qui ont le respect mutuel aujourd'hui ;
- Amélioration de la confiance entre les communautés est démontrée par l'essaimage des villages mixtes, des mariages mixtes et l'ouverture des marchés mixtes aujourd'hui ;
- Engagement de 32 concessionnaires qui ont adhéré à la coopérative USTAWI comme membres fondateurs ; ces derniers ont rendu disponibles plus de 960 ha (avec comme besoin de 25 personne/ha comme main d'œuvre) pour les activités de la coopérative.

<sup>1</sup> Alert maintien un site web avec des ressources, leçons et outils pour l'application de la sensibilité au conflit, accessible sur : <http://www.conflictsensitivity.org/>

## Justification de la demande

### 1. Pourquoi la prolongation avec coût est-elle requise ? Y a-t-il une raison stratégique ?

Avec cette révision, le consortium International Alert-Pole Institute demande une prolongation/ une extension avec coût du projet Njia za Makubaliano : Les chemins vers les Accords - Deuxième Phase (numéro du projet 00113419) de 8 mois (6 mois de période d'activités et 2 mois des activités pour permettre la finalisation des activités qui avaient connu du retard à cause à cause de la pandémie de Covid-19 et aussi voir l'impact que cette pandémie peut avoir s'il les mesures de confinement persiste).

Les fonds additionnels et la prolongation du projet se justifient par:

- La nécessité de terminer certaines réalisations clés qui sont les fruits du processus de dialogue mené dans les deux années passées et qui vont consolider les acquis du projet et assurer leur pérennisation ;
- Le retard de l'installation des animateurs du nouveau gouvernement élu en décembre 2018 et la nécessité d'avoir un nouvel engagement politique pour poursuivre les activités avec les groupes armés ;
- La replanification des activités menées par Pole après la suspension des activités du projet menées par Pole avec les groupes armés (DDR) par le Secrétariat Technique (UAS et STAREC) ;
- Le report au deuxième semestre 2020 de la mise en œuvre de certaines activités causées par les mesures préventives de lutte contre la pandémie Covid-19 apparue depuis mars 2020 en RDC.

Les fonds additionnels et la prolongation du projet permettront au projet de :

- Mettre en œuvre les activités qui n'ont pas été exécutées dans la dernière phase, à cause du retard de l'installation d'un nouveau gouvernement et la nécessité d'avoir un nouvel engagement politique pour poursuivre les activités avec les groupes armés et de la pandémie Covid-19 apparue depuis mars 2020 en RDC;
- Accompagner les nouvelles autorités élus en décembre 2018 de comprendre leurs rôles et responsabilités dans la mise en œuvre des plans d'action des chefferies de Bashali et de Bwito, pour que l'opérationnalisation desdits plans continue après la fin du projet ;
- Pérenniser les acquis et résultats des phases précédentes à travers l'appropriation communautaire et l'engagement politique pour saisir les opportunités devant faciliter la clôture de certains processus de résolution des conflits qui ont été appuyés depuis le début du projet ;
- Opérationnaliser le processus de la mise en place de la Coopérative-Ustawi qui est suffisamment long et demande assez de temps ;
- Consolider les efforts et investissements déjà réalisés au cours de la deuxième phase du projet dans les processus complexes comme le retour du Mwami de Bwito ainsi que le contexte dynamique de la zone du projet ;
- Préparer les jeunes de la zone qui ont été accompagnés par le projet pour les activités de RRR, par la construction d'une base de confiance entre eux.

Pendant que le consortium International Alert-Pole Institute préparait la note justifiant la demande des fonds additionnels et extension du période de la mise en œuvre, Covid-19 a commencé à devenir un problème en RDC. Par conséquent, notre planification des activités a connu un changement suite à la suspension de la mise en œuvre de certaines activités qui demandaient que les gens se réunissent à plusieurs personnes ou de voyager. L'hypothèse de l'équipe projet est qu'on peut reprendre la mise en œuvre normal des activités à partir de juin 2020 selon le plan de travail révisé. Pendant la crise, le projet continuera avec l'engagement politique, qui est essentiel pour la mise en œuvre du commissariat et pour la résolution de conflit autour du Mwami. On va aussi continuer avec l'étude de faisabilité pour les activités de pépinières de la coopérative USTAWI et avec les projets de construction envisagés, notamment la construction du pont et la construction du commissariat at Kikuku. Pendant ce temps, les équipes vont respecter tous les mesurer d'hygiène pour se protéger contre le virus et travailler avec les autorités et les structures communautaires pour mesurer et gérer le risque d'exposition du staff et des communautés, ainsi qu'un suivi de la perception du projet en continuant avec ces activités pendant cette période. En cas contraire et si la crise continue, il faudra envisager si

nécessaire la possibilité d'une autre révision du projet. Les formations à distance (par une méthodologie de formation des formateurs en cascade, ou des formations par radio) peuvent être considérées à long terme si des restrictions continuent. Ou c'est nécessaire de faire des formations physiquement, des groupes peuvent être divisés pour qu'on ne rassemble pas plus de 20 personnes et tout en respectant les mesures d'hygiène.

2. *Comment la prolongation avec coût sert-elle à répondre aux objectifs et résultats du projet ?; Comment la prolongation avec coût bâtit-elle sur les réalisations actuelles du projet ? Est-ce que la prolongation avec coût réponds-elle aux résultats du dialogue démocratique ? Quels résultats seront atteints avec révision/modification/prolongation ?*

**Sous objectif spécifique 1 : Réduire les conflits fonciers dans la chefferie de Bashali grâce à un meilleur accès à la terre pour les petits paysans sans terre**

### **1.1. Assurer le bien-être de la coopérative USWATI**

La coopérative USTAWI a été mise en place à l'issue des ateliers de négociation entre les paysans sans terre et les concessionnaires. La relance des cultures pérennes accordée entre ces parties sera assurée par la coopérative agricole USTAWI. Le projet a accompagné tout le processus de légalisation de la coopérative qui dispose aujourd'hui des premiers documents légaux pour son fonctionnement (Acte constitutif notarié, Statuts, etc.). A ce jour, les autorités locales, provinciales et nationales ont davantage pris connaissance de la problématique et la solution apportée pour faciliter l'accès à la terre pour les nombreux paysans sans terre dans la zone autour de Kitshanga et se sont engagées à s'approprier et accompagner la stratégie de relance des cultures pérennes identifiée comme solution durable d'accès à la terre par les parties prenantes (concessionnaires, paysans sans terre et autorités locales). Toutefois, bien que cette stratégie soit conçue et perçue comme une solution durable face à la problématique d'accès à la terre pour les paysans sans terre et une opportunité de mise en valeur des terres pour les concessionnaires, presque inexploitées aujourd'hui, au-delà de différents textes sur le fonctionnement de la coopérative USTAWI, le projet continue à peaufiner cette stratégie en vue de clarifier davantage le statut des paysans sans terre dans la coopérative et les mécanismes qui vont lier de façon pratique les paysans sans terre aux concessionnaires. Le travail pendant la période de prolongation sera alors focalisé sur la finalisation de cette stratégie ainsi que la poursuite des plaidoyers pour la mobilisation des fonds<sup>2</sup>. Ce travail est important pour consolider tout le processus que le projet a mis en place depuis 2018 pour renforcer la stabilité dans la zone et amener les communautés ensemble à travers la relance de culture pérenne. Pendant la période de prolongation, nous allons focaliser sur :

- Identification des paysans sans terres bénéficiaires directs et de 3 sites pilotes (Bashali, Pinga et Bwito);
- Ateliers avec les représentants des paysans des Bashali, Pinga et Bwito pour assurer leur soutien de l'initiative ;
- Atelier de plaidoyer avec les concessionnaires pour l'installation des paysans sans terre dans les concessions sous la gestion de la coopérative agricole USTAWI ;
- Appui en intrants agricoles (semences) aux initiatives économiques sur les terres négociées avec les concessionnaires ;
- Formation des pépiniéristes et des paysans sur les bonnes techniques agricoles ;
- Appuyer la réalisation d'une étude de faisabilité et d'un business plan pour USTAWI<sup>3</sup> ;

<sup>2</sup> Dans une réunion avec le Gouverneur du Nord-Kivu et le GPPM, le Gouverneur a dit que la relance des cultures pérennes est une bonne idée et que le Gouvernement a mis la relance des cultures agricoles/pérennes dans son plan d'action de la province. Donc il faut approcher le Ministre du Plan mais le GPPM ne peut pas faire cela sans avoir le plan de commerce et l'étude de faisabilité. Au niveau de la province, le Gouvernement devrait réfléchir comment créer un fond pour le développement agricole.

<sup>3</sup> Le projet compte appuyer l'étude de faisabilité assortie d'un business plan; qui va donner à la coopérative un document bancaire devant permettre à ses membres de mobiliser des fonds auprès d'autres bailleurs et du gouvernement congolais qui soutient l'idée de la création de la coopérative Ustawi qui est une approche qui va faciliter l'accès à la terre aux populations sans terre d'une manière sécurisée et durable. Ce processus de relance des cultures pérennes a connu la participation des membres du gouvernement et toutes les actions de plaidoyer ont connu un soutien de la part des autorités gouvernementales à tous les niveaux.

- Appuyer le lancement des 6 pépinières (2 par site pilote) de thé/café/Cacao ;
- Finaliser l'obtention de tous les documents juridiques de la coopérative USTAWI ;
- Organiser trois actions de plaidoyer et de mobilisation des fonds à Goma et Kinshasa en faveur du business plan produit pour la Coopérative.

Les émissions radios sur la thématique accès à la terre et les tribunes d'expression populaires seront mis en œuvre aussi pour encourager plus des paysans sans terres d'adhérer au processus de la coopérative et spécifiquement pour attirer des groupes marginalisés, comme les femmes vulnérables et les jeunes hommes et femmes. Le projet va continuer à appuyer les structures de résolution des conflits foncières, spécifiquement pour élaborer un plan de sortie et de pérennisation pour qu'ils peuvent continuer à fonctionner après la fin du projet.

### **Sous objectif spécifique 2 : Renforcer la sécurité des populations civiles dans les chefferies de Bashali et Bwito**

Les activités de cet objectif spécifique avec les membres des groupes armés avaient été suspendues par le secrétariat technique en novembre 2019, après la poursuite de la politique de « traquer » les groupes armés par le gouvernement congolais. L'introduction de cette politique est rendue le travail de sensibilisation trop dangereux pour nos équipes et donc avec le Secrétariat Technique on a décidé de focaliser sur le renforcement de l'autorité de l'état par rapport aux questions de la sécurité et leur engagement avec des communautés.

#### **2.1. Amener les nouvelles autorités de comprendre les acquis du projet et les plaider de prendre certaines actions basées sur le plan d'action issu du processus de dialogue**

Au cours de l'année 2019, le projet a essayé d'échanger avec ces autorités nationales (Présidence et ministères nationaux) mais plusieurs entre elles ont été seulement installées à partir de la fin de l'année et pourtant c'est celles autorités qui vont suivre la mise en œuvre des plans après la fin du projet. C'est essentiel que ces autorités comprennent bien le projet, l'origine des plans, le processus qui ont été mené pour les mettre en place, et spécifiquement comment dans leurs rôles actuels ils peuvent contribuer à la réalisation des actions dans les plans.

Pendant la période de prolongation, le projet va appuyer les réunions trimestrielles du conseil consultatif où les membres dudit conseil recevront des informations sur la stabilisation dans la zone du projet et donneront leurs avis et recommandations y compris leur analyse du degré de sensibilité au genre dans la mise en œuvre du projet. Etant donné que c'est un conseil composé essentiellement des notables et faiseurs d'opinions, ils seront sollicités pour appuyer les commissions mixtes de pacification de Bashali. Des émissions radios en rapport avec la sécurité et la paix dans la zone vont donner l'opportunité aux communautés de poser des questions auprès des autorités et vont également renforcer le rôle des autorités dans la recherche des solutions inclusives aux questions de sécurité qui seront adressées. Ce plaidoyer va continuer au niveau territorial aussi, pour renforcer le rôle des autorités locales dans la mise en place des plans de développement de Bashali et Bwito.

Un exercice de mise à jour des plans d'action de Bashali et Bwito sera organisé avec ces autorités et les autorités provinciales pour établir le niveau de progrès d'opérationnalisation des plans et pour clairement définir les rôles et responsabilités de chaque autorité (surtout les nouvelles autorités) dans leur mise en œuvre pendant les derniers mois du projet et après la fin du projet. Pour accompagner le processus, le projet organisera des sessions de renforcement des capacités en analyse de contexte, analyse sensible aux conflits, conduite des actions de plaidoyer pour qu'ils soient suffisamment capacité d'accompagner ces autorités dans les prochaines étapes cruciales dans la mise en œuvre des plans.

#### **2.2. Renforcer l'autorité de certains autorités clés dans la zone**

Le plan d'action pour la paix dans la chefferie de Bwito a souligné que le retour du Mwami dans la chefferie est une première des priorités pour la stabilisation et la restauration de l'autorité de l'Etat. Elles ont par la même occasion mis en place des stratégies préalables pour le retour du Mwami. A ce jour, plusieurs de ces stratégies ont été mise en œuvre par le consortium International Alert et Pole Institute dans le cadre du projet

notamment plusieurs plaidoyers auprès du Gouvernement pour le déploiement et le renforcement des forces et services de sécurité au chef-lieu de la chefferie, des discussions avec le Mwami pour son retour dans la chefferie (le Mwami a donné son accord pour son retour) et la réparation du véhicule du Mwami pour son transport. Le projet a également appuyé la réhabilitation de la maison du Mwami. Pendant la période de prolongation, pour faciliter le retour final du Mwami, le projet va :

- **Réunion et faire de concertation avec les familles royales**

Organiser une réunion et faire de concertation avec les familles royales pour avoir un consensus sur la question de succession et faire le suivi de l'acte engagement signé en 2018 et mettre cet acte d'engagement à jour.

- **Installation du commissariat**

Parmi les grandes priorités autour de la sécurité dans le plan d'action de Bwito, il y avait l'installation du commissariat de la PNC et d'autres forces et services de sécurité au chef-lieu de la chefferie de Bwito. Grâce aux efforts du projet il y a maintenant la volonté politique au niveau provincial et territorial pour l'installation du commissariat - cependant ces efforts risquent de tomber parce qu'il n'y a pas de financement au niveau du gouvernement provincial pour la construction du bâtiment pour ces forces de sécurité. Dans la période de prolongation, et avec les fonds additionnels, le projet propose de construire un bâtiment qui va faciliter cette installation et va assurer la volonté continue autour de ce question sensible. Afin d'accélérer le processus, le projet va s'appuyer sur le GPPM et la commission mixte de pacification de Bwito par des actions de plaidoyer auprès des autorités locales, provinciales et nationales qui ont dans leurs responsabilité la gestion des unités de la PNC. Le plaidoyer du niveau national sera mené par le GPPM (Groupe de plaidoyer pour la paix dans le Nord Kivu) dont les animateurs sont basés à Kinshasa. <sup>4</sup>

- **Equipped de la maison du Mwami de Bwito**

Ayant la remise officielle de cet ouvrage, une mission de vérification et certification a été effectuée en décembre 2019, pendant lequel il a été constaté qu'il y avait un manque des mobiliers tels que le canapé pour le salon, la garde-robe, la table et les chaises pour la salle à manger, les lits et les matelas pour 4 chambres à coucher, les étagères pour le dépôt et la cuisine, 2 armoires pour garder les stencils, frigo solaire etc. Pour que le projet peut contribuer au retour final du Mwami, et à la requête du gouvernement, nous allons contribuer à l'achat et l'installation de ces matériaux pendant la période de prolongation. Il faut préciser que malgré l'équipement de la maison du Mwami il est important non seulement d'installer un commissariat de la Police mais aussi d'organiser une réunion et concertation avec les membres de la famille royales pour avoir un consensus sur la succession et faire le suivi de l'acte d'engagement et mettre cet acte à jour.

### **2.3. Mettre fin au conflit entre Hunde et Nyanga sur l'assassinat du Mwami Ngulu Maneno à Mutongo**

Des affrontements récurrents entre groupes armés à connotation ethnique exposaient les communautés Hunde et Nyanga à une escalade de conflit intercommunautaire en 2019. Les autorités locales avaient pris au sérieux cette situation et avaient diligenté une descente la Pinga du 16 au 19 juillet 2019, où ils avaient tenu un conseil de sécurité mixte entre les autorités de Masisi et les autorités de Walikale. Ce conseil de sécurité avait connu la participation de tous les membres du conseil de sécurité des Bashali, du chef de secteur des Wanianga et du chef de groupement Ihana fils du feu Mwami Ngulu Maneno. Les résolutions prises dans ce conseil ont été à la base de plusieurs changements aussi bien dans l'amélioration de la situation sécuritaire que des relations entre les communautés Hunde et Nyanga. Pendant la période de prolongation, et avec les fonds additionnels, le projet vise à appuyer les deux Collectivités des Bashali (Masisi) et des Wanianga (Walikale)

<sup>4</sup> Dans le budget de fonds additionnels il y a une ligne pour appuyer les activités de plaidoyers et de l'engagement politique des autorités à tous les niveaux. Il faut aussi souligner certains plaidoyers du niveau national seront mener par le GPPM (Groupe de plaidoyer pour la paix dans le Nord Kivu) dont les animateurs sont basés à Kinshasa.

à continuer la mise en application des conclusions de la réunion mixte du comité de sécurité tenue à Pinga en juillet 2019 facilitée par le projet:

- Premièrement, **une rencontre sera organisée** pour passer en revue les engagements pris entre les deux parties dans la réunion de juillet 2019 et évaluer le progrès et les priorités qui restent pour que le conflit peut être déterminé fini. Une rencontre sera organisée et connaîtra la participation de 40 personnes parmi lesquelles 10 proviendront de Goma, 2 de Walikale centre, 10 de Pinga, 10 de Kitshanga 4 de Nyabiondo et 4 de Kibua. La rencontre se tiendra à Mutongo pendant une journée hormis la journée de préparation.
- Deuxièmement, avec les fonds additionnels, le projet va appuyer la réhabilitation du **Pont Ifofa de Pinga**. Pendant la même réunion de conseil de sécurité, il a été décidé que la réhabilitation du pont représente la fin au litige entre Hunde et Nyanga autour de l'assassinat de Mwami Maneno Ngulu ancien Chef de Groupement Ihana (Walikale). ASP recourra à l'expertise des deux communautés et au service technique de la Chefferie. Dans le processus de réhabilitation de ce pont, les deux Cheffes de localité de Bushimoo (Hunde) et de Nkasa (Nyanga) joueront le rôle central dans l'organisation de différentes sous activités. La réhabilitation du pont IFOFA va commencer à partir du mois de juillet 2020 et dont les travaux de réhabilitation ne peuvent pas dépasser 3 semaines car ce pont sera construit en planches et agrumes.

#### **2.4. Préparer les jeunes accompagnés dans le projet pour qu'ils sont dans une position de prendre le relai après la fin du projet**

Pendant les deux dernières années, le projet a appuyé des initiatives de HIMO entre les jeunes issue des communautés différentes et a construit des centres des jeunes, où les jeunes peuvent accéder des formations, des informations et des ressources pour continuer à s'échanger et attirer des autres jeunes dans le milieu de les joindre dans les activités de cohabitation pacifique. Le projet vise à renforcer ces efforts, qui font partie de la préparation pour les activités de reconstruction, réinsertion, et réhabilitation (RRR) qui vont suivre le projet Njia za Makubaliano. Ces activités ont été planifiées pour les derniers six mois du projet mais **ont connu un retard à cause du pandémie Covid-19** où les équipes n'ont pas pu faire le terrain et exécuter les activités avec les structures locales. 3 grandes activités seront menées pendant la phase de prolongation du projet :

- **Etude des groupes armés:** après des discussions avec le Secrétariat Technique, le projet planifiera de faire une étude des groupes armés qui opèrent dans la zone prioritaire du projet. L'étude servira comme base pour les activités RRR qui seront organisées pour les jeunes après la fin du projet. C'est ainsi que l'étude va focaliser sur le rôle des jeunes dans les groupes armés, spécifiquement leurs rôles dans les structures des groupes, les activités économiques de ces groupes, leurs alliances et fonctionnement pour que des initiatives efficaces qui répondent aux besoins et la réalité des jeunes combattants peuvent être élaborées.
- **Organiser des espaces de dialogues entre les jeunes ex-combattants et jeunes non-combattants:** Il s'observe une cohabitation difficile entre les deux catégories des jeunes, la première faisant l'objet des stigmatisations, des stéréotypes et, de la méfiance pendant que la seconde subit constamment des intimidations. Cette activité est conçue pour tenter de restaurer la confiance et l'harmonie entre les deux groupes et pour les préparer pour les activités RRR qui vont suivre le projet en vue de compléter certains efforts d'appui en AGRs déjà commencés par les projets précédents comme le projet du consortium de UNNHABITAT et celui de DRC. Cette activité est importante pour surmonter la méfiance et les attitudes négatives les uns vis-à-vis des autres. Le projet va saisir l'ouverture du gouvernement pour rassembler les ex-combattants. Le projet va travailler avec les deux groupes séparément avant d'organiser le dialogue ensemble pour gérer les sensibilités.
- **Installation des panneaux solaires au centre des jeunes à Bashali<sup>5</sup>:** la mission conjointe de vérification (mentionné ci-haut) qui a été effectuée avant la remise officielle des ouvrages a constaté que le centre des jeunes actuellement dispose d'un groupe électrogène (doté par UNFPA) accusant une grande consommation du carburant ne rassurant pas au centre de disposer de l'énergie nécessaire pour ses différents besoins surtout l'alimentation des appareils en énergie électrique. Ce défi du centre en énergie pourrait compenser si le centre est doté de l'installation d'un Kit Solaire constitué par les panneaux solaires, batteries, convertisseur, régulateur etc, et donc pendant la période de prolongation et

<sup>5</sup> Le centre des jeunes à Bwito est déjà équipé par un kit solaire donc cette activité concernera seulement Bwito.

avec les fonds additionnels, le projet vise à mettre en place un système solaire pour les jeunes de centre Bashali.

*3. Y a-t-il des leçons apprises qui justifient la prolongation avec coût/modification/prolongation ?*

La grande leçon apprise qui justifie la prolongation du projet est :

- Il faut qu'il y ait un engagement politique fort si les plans d'actions de Bashali et de Bwito seront mis en œuvre et pour continuer à mobiliser les acteurs des différents niveaux autour du processus de paix mise en place à travers le dialogue ; depuis le début du projet Njia za Makubaliano, les stratégies du projet étaient d'engager les autorités de niveau national, provincial et territorial, y compris les leaders communautaires et les leaders coutumiers autour de ces plans d'action. C'était grâce à cet engagement que le projet peut faciliter et mobiliser les autorités à tous les niveaux autour de la demande des communautés au sujet du retour du Mwami de Bwito. Avec le changement de gouvernement au cours de 2019 après les élections de décembre 2018, le projet a essayé d'engager des nouvelles autorités encore une fois autour de cette question, mais beaucoup des autorités ont été seulement installés dans les rôles et positions vers la fin de la phase deux. Avec l'arrivée de Covid-19 les opportunités pour ces nouvelles autorités d'apprendre les résultats du projet et faire visiter les sites ont diminués. La prolongation du projet va assurer que ces autorités ont une bonne connaissance de la zone et les résultats du projet – et de leurs rôles et responsabilités dans la pérennisation des résultats du projet. La prolongation du projet se justifie aussi d'une part par la suspension des activités du projet menées par Pole avec les groupes armés (DDR) par le Secrétariat Technique (UAS et STAREC) au cours de la deuxième année par défaut d'engagement politique et d'autre part par le report au deuxième semestre 2020 des activités incompatibles avec les mesures préventives de propagation de la pandémie Covid-19. En outre il faut souligner que le processus de la mise en place de la Coopérative-Ustawi est suffisamment long et demande assez de temps pour son opérationnalisation. En fin, la consolidation et la pérennisation des acquis de toutes les phases du projet demande aussi du temps de travailler avec les structures communautaires devant s'appropriés les acquis pour une meilleure sortie. Si le processus politique comme celui du retour du Mwami n'arrive pas à aboutir pendant cette période de prolongation du projet, le programme STAREC et les ministères sectoriels comme le ministère de l'intérieur pourra toujours à continuer à pousser parce que ce sont des questions qui relèvent de leur attribution et les partenaires comme Alerte Internationale et les autres viennent seulement en appui.

*4. Que se passera-t'il si le projet ne soit pas modifié ?*

Si le projet n'est pas prolongé, il y a un risque que quelques longs processus très sensibles qui ont été mis en place et appuyé par le projet ne sera pas réalisé, notamment la mise en place de la coopérative USTAWI (qui fait partie de deux ans de négociation), le retour du Mwami de Bwito, et le processus pour mettre fin au conflit entre Hunde et Nyanga sur l'assassinat du Mwami Ngulu Maneno à Mutongo. Le gouvernement provincial a déjà donné son engagement politique en décembre au STAREC par lettre du 24 avril 2020 portant N° 01/264/CAB/GP-NK/2020 le pouvoir de sensibiliser et de démobiliser les groupes armés dans la zone prioritaire en province du Nord-Kivu et donc le plan B d'Alert n'a plus sa raison d'être.

En ce qui concerne la réconciliation entre la communauté Hunde et Nyanga au sujet de l'assassinat du Mwami Nyanga Ngulu Maneno ne pose plus problème de faisabilité parce que les deux communautés avaient formulé la demande de réconciliation à l'issue de la réunion de sécurité mixte (les Administrateurs des territoires de Masisi et Walikale, le chef de secteur de Wanyanga et le Mwami de la chefferie de Bashali avec l'appui de Monusco affaires civiles) s'est tenue à Pinga en juillet 2019.

Ces processus font partie des recommandations clés des plans d'action – s'ils ne sont pas mis en œuvre il y a un vrai risque que les communautés vont perdre leur confiance dans le processus de dialogue qui a été mise en place et dont les autorités et bailleurs de fonds de cohérence pour la stabilisation ont beaucoup investi les deux années passées. Le consortium va travailler de manière très étroite avec le secrétariat Technique et particulièrement le programme STAREC pour gérer les attentes politiques au cours de la période de



prolongation en vue de se rassurer qu'il y ait une volonté de continuer à consolider les acquis ou les résultats après la fin du projet.

5. *Quels coûts / lignes budgétaires sont modifiés ?*

Le projet va ajouter des nouvelles activités et créer des nouvelles lignes budgétaires. Des coûts opérationnels vont aussi augmenter conformément au nombre des mois additionnelles du projet.

6. *Est-ce que la prolongation avec coût confirme aux lignes directrices budgétaires ?*

Oui, toutes les mêmes conditions concernant les lignes directrices budgétaires sont observées dans le budget pour la prolongation, notamment les coûts pour les ressources humaines qui ne dépassent pas 20% du budget, et les coûts des activités qui sont au minimum 60% du budget.

7. *Comment est-ce que la prolongation avec coût assure-t-elle l'économie, d'efficacité, d'efficacité ?*

- La prolongation va assurer la durabilité et pérennisation des résultats du projet donc ça va consolider les résultats dans lesquels le projet a déjà investi ;
- Il y aura une diminution des ressources humaines dans les derniers mois du projet (quand il y aura la clôture des activités) pour faire des économies ;
- Tous les mêmes contrôles et procédures utilisés dans les dernières années du projet seront gardés pour la prolongation : notamment le value for money, suivi des taux des per diems déjà accordé avec PNUD, etc. ;
- Où possible, les activités seront mises en œuvre consécutivement pour limiter les nombres des voyages sur terrains et les coûts liés au transport ;
- Les partenaires du consortium vont utiliser les ressources déjà au sein de leurs organisations pour appuyer techniquement avec la mise en œuvre du projet (par exemple les experts internes).

### Partie B : Décision du ST et la Cellule FCS

(à remplir par la cellule de FCS)

#### Décision du (ST, la cellule de FCS)

- Approuvé pour un budget total de dollars américains **1 836 000 USD**  
 Rejeté

#### Observations/Justification/Conditions éventuelles :

 <p><b>Secrétariat Technique</b> Signature _____ Date 01 Juin 2020</p>	 <p><b>Secrétariat Technique</b> Signature _____ Date 01 juin 2020</p>
<p><b>La cellule de FCS</b> Signature _____ Date 01 juin 2020</p>	<p><b>Le Deputy Team Leader de l'Unité d'appui à la Stabilisation</b> Jean-François Dubuisson Signature _____ Date 01-juin-2020</p>

